



**Charles Louis de Saulces de Freycinet**, né à Foix le 14 novembre 1828 et mort à Paris le 14 mai 1923, est un homme politique et ingénieur français.

Il étudie à l'École polytechnique avant d'entrer dans les services du gouvernement. Ingénieur du corps des Mines, il est le chef de l'exploitation de la Compagnie des chemins de fer du Midi lors de la chute du Second Empire.

Il devient collaborateur de Gambetta comme délégué à la guerre dans le gouvernement de la Défense nationale en 1870–1871, durant la Guerre franco-allemande de 1870. Il soutient, autant que faire se peut, le jeune officier Louis Nathaniel Rossel qui refuse l'armistice face à la Prusse. Il est promu officier de l'ordre impérial de la légion d'honneur en 1870.

Pendant cette période (1870-1871), il a pour secrétaire Justin Germain Casimir de Selves, fils de son gendre Jacques Joseph Gustave de Selves, Contrôleur des tabacs, marié avec sa fille. Il devient sénateur de la Seine en 1876, mandat qu'il conserve jusqu'en 1920. Il est ministre des Travaux publics (1877–1879), où son nom est attaché à la multiplication de lignes de chemin de fer, souvent de qualité médiocre (plan Freycinet), dans le but de désenclaver les régions mal desservies. Il contribue également à la modernisation des voies fluviales, notamment par l'établissement d'une norme pour la taille des écluses, connue depuis sous le nom de gabarit Freycinet.

Il est ensuite à plusieurs reprises président du Conseil après avoir été appelé pour la première fois par Jules Grévy, cumulant cette fonction avec celle de ministre des Affaires étrangères en 1879-1880, puis en 1885-1886. Il soutient Jules Ferry dans ses projets de laïcisation et de scolarité obligatoire. Il est candidat à l'élection présidentielle de 1885, sans succès.

En 1886, il fait expulser les prétendants au trône de France, puis il est battu par Marie François Sadi Carnot lors des élections à la présidence de la République de 1887. Premier civil à devenir ministre de la Guerre en 1889-1890, il fait porter le service militaire à trois ans, crée l'état-major général et modernise l'équipement militaire en faisant adopter par l'armée le fusil Nicolas Lebel et le Canon de 75 Modèle 1897.

Accusé d'avoir voulu étouffer le Scandale de Panama, il est éloigné du pouvoir, mais retrouve le ministère de la Guerre dans le cabinet Charles Dupuy où, soucieux de défendre l'honneur de l'armée, il se montre ardemment anti-dreyfusard. Président de la Commission des forces armées au Sénat, il est encore ministre d'État dans le Gouvernement Aristide Briand (5) en 1915-1916[1].

Il est élu membre libre de l'Académie des sciences en 1882 et membre de l'Académie française en 1890.